

d'«une prudence de Sioux, d'un flair de loup, d'une oreille de chevreuil et d'un instinct de cheval avant l'obstacle», écrit Bernard Maris dans une biographie écrite au faite de sa gloire, en 1993. Si redoutable que Londres s'en méfiait comme de la peste voyant en Delors celui qui allait instaurer en Europe un super-État dirigiste et bureaucratique. Et de fait, c'est Jacques Delors qui a pu faire aboutir les 279 mesures visant à l'achèvement du Marché commun présentées en 1985 par Lord Cockfield, et les faire adopter la même année par le Conseil européen; Delors aussi qui a pu faire adopter le chemin vers l'union monétaire à l'unanimité des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales en quelque six mois. Même M^{me} Thatcher fut ensorcelée par ce *Frenchie* redoutable qu'elle appelait presque par révérence, «Mister Delors».

Une voie entre le capitalisme libéral et le marxisme

L'homme, bien sûr, eut une vie avant d'arriver à Bruxelles. Il fréquenta les bons lycées parisiens et ceux d'Auvergne. Il rêvait d'être journaliste, de haute couture, mais son père le destinait à la Banque de France. Le jeune Jacques s'exécuta et, après une licence en sciences économiques, gravit lentement les échelons de l'administration française.

En 1945, il entre à la Banque de France. C'est là qu'il rencontre sa future femme, Marie Lephaille, avec qui il eut deux enfants, la future Martine Aubry et un fils, Jean-Paul, qui allait devenir journaliste à *Libération*, spécialiste de la Corse, avant d'être emporté par une leucémie en 1982.

Jacques Delors entre au Conseil économique et social en 1959, puis au Commissariat général au Plan, devient professeur à l'ENA et conseille Jacques Chaban-Delmas (UDR), alors Premier ministre, entre 1969 et 1971. L'homme est démocrate-chrétien, proche du mouvement syndical et profondément marqué par le personnalisme d'Emmanuel Mounier qui cherchera une troisième voie, humaniste, entre le capitalisme libéral et le marxisme. En décembre 1974, alors que Jacques Chirac est à Matignon, Delors décide de rejoindre le Parti socialiste, dont il deviendra cinq ans plus tard membre du comité central.

Une irrésistible ascension

L'ascension continue, politique cette fois-ci. En juin 1979, il est élu au Parlement européen sur la liste tirée par François Mitterrand. Et en mai 1981, lorsque la gauche conquiert l'Élysée, il est propulsé ministre des Finances et de l'Économie dans le gouvernement de Pierre Mauroy. Il prône, lors du deuxième mandat, la rigueur, ce qui lui vaut la reconnaissance des milieux internationaux. Quand Delors arrive à Bruxelles, il est loin d'être un inconnu. Son passage à Bercy a été remarqué. Il a maintenu la France dans le Système monétaire européen (SME). Il a également supprimé en 1982 l'indexation des salaires.

Mais l'Europe baigne dans l'euro-pessimisme. «C'était morne plaine, l'Europe vivait», dira-t-il plus tard. À son arrivée à la tête de la Commission européenne, le 1^{er} janvier 1985, «l'Europe ressemblait à un chantier de construction ambitieux dont le promoteur aurait fait faillite», écrit Yves Clarisse, de l'agence Reuters. Sa grande idée fut de proposer aux Dix de l'époque d'appliquer pleinement le traité de Rome de 1957. L'Europe devait devenir un

espace sans frontières pour les hommes, marchandises, capitaux et services. Il reçut pour cela l'appui de l'European Round Table (ERT), un lobby d'industriels européens où manœuvrait Étienne Davignon. L'ERT avait été lancée en 1983 par le patron de Volvo, Pehr G. Gyllenhammar, et a joué un rôle important dans la création du marché unique. Elle avait plusieurs longueurs d'avance sur le monde syndical, encore cloisonné sur un plan national. Delors les écouta. L'Acte unique fut approuvé en 1987, y compris par M^{me} Thatcher.

Le père de l'euro, clé de la construction européenne

Jacques Delors s'immergea ensuite dans le projet de la monnaie unique. Il alla à Bâle se coltiner, avec intelligence, aux gouverneurs de banques centrales qui se réunissaient à la Banque des règlements internationaux (BRI). Il chercha l'appui d'Helmut Kohl et de François Mitterrand. Il dirigea le groupe d'économistes qui allait tracer la voie, par paliers, vers l'Union monétaire. Le projet fut mis sur rails et coulé dans le traité de Maastricht, signé en 1992. Le projet européen était si mobilisateur, le marché unique si prometteur, que des millions d'emplois furent créés sur le continent entre 1985 et 1992.

La chute du communisme ouvrait aussi grandes les portes de l'élargissement. On se demandait comment la Communauté allait passer de 12 à 27 membres. «Il faut attendre que la situation se stabilise, que la démocratie se consolide et que les économies de ces pays soient suffisamment compétitives», prévient Delors, en septembre 1991, dans une interview à *Libération*. A contrario, la guerre en Yougoslavie soulignait l'absence d'une vraie politique étrangère commune. Tout était alors très vite.

Les peuples n'avaient pas été consultés sur la construction européenne, réservée à quelques visionnaires, et quand les Danois votèrent contre le traité de Maastricht, en juin 1992, ce fut un coup de tonnerre dans le ciel.

Une sentence d'actualité

Mais Delors ne lâche pas. Quelques mois plus tard, il lance son «Livre blanc» sur l'emploi, son testament européen, où il prône «la compétition qui stimule, la solidarité qui unit et la coopération qui renforce». Face au chômage qui est reparti à la hausse, le livre propose entre autres une relance par des grands travaux. Trop cher, décrètent les chefs d'État et de gouvernement, tenus par les nouveaux critères de Maastricht. Delors, qui se définit comme un «pessimiste actif», enregistra là l'une de ses rares défaites. «Je suis un emmerdeur», disait ce travailleur infatigable (il dormait six heures par nuit) et autoritaire. Quand il quitta la Commission en 1994, après trois mandats, ses collaborateurs étaient à genoux. Mais Delors aussi était fatigué, et ce fut l'une des raisons qui l'incitèrent à décliner une candidature à la présidentielle de 1995. Delors n'était pas assuré d'une majorité, se méfiait du PS d'Henri Emmanuelli et de Laurent Fabius. Il voulait aussi laisser champ libre à sa fille, Martine Aubry.

En quittant Bruxelles, Delors n'abandonna pas l'Europe, loin de là. Il fonda l'institut Notre Europe à Paris. Il soutint le groupe Spinelli plus tard, avec Guy Verhofstadt notamment. Et quand la crise financière menaça de faire sombrer l'édifice, il réapparut pour tancer ceux qui croyaient que tout était acquis. Il répéta ce qu'il a toujours dit: l'Europe n'a de choix qu'entre la survie et le déclin. Jamais sentence n'aura été plus vraie en cette fin 2023.

«Il était doté d'une prudence de Sioux, d'un flair de loup, d'une oreille de chevreuil et d'un instinct de cheval avant l'obstacle.»

Bernard Maris

L'économiste et journaliste tué dans l'attaque de «Charlie Hebdo» en 2015 avait écrit la biographie de Jacques Delors lorsque celui-ci était au faite de sa gloire, en 1993.

Réactions

► **Charles Michel**, président du Conseil européen: «Jacques Delors a conduit la transformation de la Communauté économique européenne vers une véritable Union, fondée sur des valeurs humanistes et appuyée sur un marché unique et une monnaie unique, l'euro. Il en fut un défenseur à la fois passionné et concret, jusqu'à ses derniers jours.»

► **Roberta Metsola**, présidente du Parlement européen: «Avec le décès de Jacques Delors, l'UE perd un géant. Des générations d'Européens continueront de bénéficier de son héritage.»

► **Jacques Attali**, écrivain français: «Bien plus qu'un homme politique, Jacques Delors était un homme d'État, ancré dans une foi, animé par une double passion: la vérité et l'Europe. Et servi par la chance: être toujours là au moment où son talent était nécessaire.»

► **Ursula Von der Leyen**, présidente de la Commission européenne: «Nous sommes tous les héritiers de l'œuvre de sa vie: une Union européenne dynamique et prospère. Jacques Delors a forgé sa vision d'une Europe unie et son engagement pour la paix durant les heures sombres de la Seconde Guerre mondiale.»

► **Hadja Lhabib**, ministre belge des Affaires étrangères: «À l'heure où l'Europe doit se renforcer et se réformer, l'un de ses plus grands architectes vient de disparaître. Sans lui l'Union telle que nous la connaissons aujourd'hui n'existerait pas.»

► **Alexander De Croo**, Premier ministre belge: «Avec la disparition de Jacques Delors l'Europe perd un père fondateur. Il était l'architecte de l'Europe dans des moments difficiles, convaincu qu'une Europe unie était dans l'intérêt de ses citoyens. Son projet pour une Union plus forte et sûre reste d'une énorme actualité pour l'Europe de demain.»